

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché public selon la procédure d'appel d'offres ouvert

Articles 33, 40-III 2, 57, 58 et 59 du code des marchés publics

(Décret 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié)

Pouvoir adjudicateur :

SMO Eure Numérique

Boulevard Georges Chauvin

27 000 EVREUX Cedex

Objet de la consultation :

---

Fourniture de matériels passifs et de matériels actifs sur réseaux THD

---

Date et heure limites de remise des offres :

13 janvier 2015 à 17h00

## **Article 1<sup>er</sup> – Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet la sélection d'une entreprises ou de plusieurs entreprises réunies sous forme d'un groupement momentané d'entreprises pour la/les déclarer titulaire d'un marché public portant sur la Fourniture de matériels passifs et de matériels actifs sur réseau THD.

Ces prestations seront commandées à un/des fournisseur(s) pour les besoins du SMO Eure Numérique.

Compte tenu du volume de ces fournitures, il est nécessaire de lancer une procédure formalisée en application du Code des Marchés Publics, en vue de conclure un marché public.

## **Article 2 – Conditions de la consultation**

### **2.1 Etendue de la consultation**

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 133, 40-III-2, 57, 58 et 59 du Code des marchés publics.

La présente consultation a pour objet la sélection du titulaire de l'accord cadre portant sur l'acquisition de matériels passif sur le département et actifs en tête de réseau THD.

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Construction, fourniture et mise en service des matériels passifs
- Fourniture, pose et paramétrage des matériels actifs
- Fourniture de Logiciels
- Installation des câbles de raccordement
- Mise en place des accessoires d'installation des matériels
- Les Prestations de Support et d'Assistance Technique
- Les Prestations de formation

### **2.2 Décomposition**

La présente consultation n'est pas allotie.

### **2.3 Modes de dévolution du contrat**

Le contrat découlant de cette consultation sera attribué à un titulaire ou à un groupement momentané d'entreprises.

Conformément à l'article 51-VI du Code des Marchés Publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de candidats membres d'un groupement ou de membre de plusieurs groupements.

En application de l'article 51 VII du Code des marchés publics, après attribution du marché public à un groupement, la personne publique impose la forme d'un groupement solidaire.

## 2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2.5 Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **dix jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## 2.7 Unité monétaire

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le contrat dans l'unité monétaire suivante : Euro.

## 2.9 Nomenclature communautaire pertinente

Les références aux nomenclatures européennes (CPV) associés à la présente consultation sont les suivantes :

32570000-9 Matériel de communications

32571000-6 Infrastructure de communications

## Article 3 – Dossier de consultation

### 3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le Règlement de la consultation ;
- l'Acte d'engagement du marché public ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;

- le Bordereau des prix unitaire ;
- le DQE.

Les candidats sont tenus de vérifier dès réception le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire et aucun recours ne pourront être acceptés du fait d'un dossier incomplet.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement l'ensemble du dossier de consultation par voie électronique.

Les candidats peuvent retirer gratuitement le dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation du Département à l'adresse électronique suivante :

[www.mpe27.fr](http://www.mpe27.fr) (ou [www.mpe276.com](http://www.mpe276.com))

Les candidats sont invités à renseigner lors du téléchargement du dossier, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique, ainsi que le nom d'un correspondant afin que celui-ci puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectificatifs).

## **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Le candidat doit obligatoirement préciser si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. Dans ce dernier cas, la candidature est présentée :

- Soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché,
- Soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, chaque membre du groupement doit alors produire les documents listés ci-dessous pour attester la qualité du candidat à remettre une offre.

Les candidats étrangers produiront les documents rédigés en français, équivalents aux documents listés ci-dessous.

### **4.1 Documents liés à la candidature**

#### **4-1-1- Documents à produire impérativement pour attester la qualité des candidats à présenter une offre :**

1. Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 ;

***A titre pratique, l'annexe jointe au présent règlement de consultation, dûment renseignée, datée et signée, permet de satisfaire à l'exigence ci-dessus.***

2. Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou formulaire DC1 disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics) ;
3. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet.
4. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, pour les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités de l'opérateur économique ;
5. La preuve d'une assurance des risques professionnels.

**4-1-2- Document à produire pour permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la capacité du candidat à réaliser les prestations, objet de la consultation :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés ou d'accords-cadres de même nature ;
- La présentation d'une liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du présent marché ;
- Habilitation électrique en vigueur ;
- Les certificats de qualifications professionnelles. Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Justification des capacités professionnelles, techniques, financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application du III de l'article 45 du code des marchés publics, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Dispositions particulières en cas de groupement d'entreprises : lorsqu'un candidat se présente en groupement, chacun de ses membres devra fournir l'attestation prévue ci-avant (point 2 de l'article 4-1-1), ainsi que, le cas échéant, la copie du jugement visé au point 1 de l'article 4-1-1.

L'acte d'engagement devra quant à lui être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire du groupement s'il justifie des habilitations nécessaires à représenter le reste des membres.

Dans ce dernier cas, le mandataire devra fournir toutes les habilitations de ses cotraitants (l'utilisation d'un formulaire DC1, dûment rempli, peut satisfaire à cette exigence).

Dispositions spécifiques aux candidats étrangers : les candidats établis dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la France doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire, ou un organisme professionnel qualifié du pays.

## 4.2 Documents liés à l'offre

Le projet de contrat à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** dûment daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises signataires du contrat ;
- **Le bordereau des prix unitaires** servant de référentiel pour les marchés subséquents dûment complété, daté et signé. Les candidats auront à leur charge de détailler les équipements actifs qu'ils souhaitent proposer ;
- **Le DQE** complété y compris pour répondre à la configuration des équipements actifs présentée en annexe du présent règlement de la consultation, daté et signé ;
- **Un mémoire technique**, comportant les éléments suivants :
  - La solution technique adaptée au contexte du pouvoir adjudicateur : le mémoire technique devra notamment présenter l'ensemble des prestations qu'il propose de mettre en œuvre ainsi que les caractéristiques des matériels proposés ;
  - Les modalités de gestion des incidents dans le cadre de la mise en œuvre du SLA : le soumissionnaire présentera dans le détail les moyens mis en place pour assurer la continuité et la transparence en cas de panne ou d'incident. Il précisera l'organisation qu'il compte mettre en place afin de remplir ses obligations d'atteintes des objectifs, de garantie de bonne exécution des prestations qui lui sont confiées. Il détaillera notamment la procédure mise en place pour la déclaration d'incidents (via le numéro téléphonique unique) ainsi que pour leur traçabilité ;
  - Les modalités d'organisation mise en place pour répondre aux besoins du pouvoir adjudicateur ;
  - Une nomenclature des Equipements et la liste des Prestations ;
  - Une description des Prestations ;
  - Une Roadmap Hardware et Software ;
  - Les Spécifications Techniques des Equipements (**en français uniquement**).

Le soumissionnaire listera dans son offre les formations constructeurs, éditeurs ou autre suivies par son personnel, relatives aux différents matériels et logiciels maintenus et différents domaines d'intervention concernés.

Les modalités de prise en charge et retraitement des déchets (DEEE): le soumissionnaire détaillera son fonctionnement interne pour la récupération et le retraitement des déchets électriques et électroniques. Il fournira dans le cadre de sa réponse tous documents prouvant le respect de la filière de retraitement et de valorisation de ces déchets.

## Article 5 – Jugement des candidatures et des offres

### 5.1 Examen des candidatures

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'ouverture des candidatures, que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il se réserve la possibilité, conformément à l'article 52-I du code des marchés publics, de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait excéder dix jours.

Seront éliminées par la Commission d'appel d'offres :

- Les candidatures des opérateurs économiques qui font l'objet d'une interdiction de soumissionner en application de l'article 43 du code des marchés publics ;
- Les candidatures des opérateurs économiques n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 4-1 du présent règlement de consultation en application de l'article 52-1 du code des marchés publics ;
- Les candidats ne disposant pas des effectifs et/ou des moyens matériels suffisants pour l'exécution du marché et/ou ne démontrant pas un savoir-faire en adéquation avec les caractéristiques et la nature des prestations à réaliser.

### 5.2 Jugement des offres

Après avoir rejeté les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables au sens de l'article 35 du code des marchés publics, la Commission d'appel d'offres attribuera le marché public au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-dessous :

- 1. Le coût financier de l'offre** porté au bordereau de prix unitaires **50 %**
- 2. La valeur technique de l'offre**, appréciée au regard du mémoire technique **30 %**
- 3. Le délai d'exécution** tel que mentionné dans le BPU **20 %**

Ces critères recevront une note de 0 à 10 points, considérant que **10** est la note la plus élevée.

Pour la notation du coût financier de l'offre, il sera fait application de la formule suivante sur le montant H.T :

$$N = P1/P2 \times 10$$

Dans laquelle :

**N** = note attribuée ;

**P1** = prix TTC proposé le plus bas (hors offre anormalement basse) au DQE ;

**P2** = prix TTC proposé par le candidat au DQE.

Pour la notation du critère délai d'exécution, ce critère sera jugé au regard du délai total de livraison (calculé en jours calendaires) des éléments figurant au DQE proposé par le candidat au DQE. Il sera fait application de la formule suivante :

$$N = D1/D2 \times 10$$

Dans laquelle :

**N** = note attribuée ;

**D1** = délai proposé le plus court ;

**D2** = délai proposé par le candidat.

La notation de la valeur technique se fera sur une note de 10 sur la base des éléments suivants :

- La qualité des produits proposés appréciée au regard de la documentation avec la description détaillée des produits ou des échantillons fournis par le candidat = 6.
- Les modalités de gestion des SLA et RMA = 4.

Chaque sous élément sera jugé en fonction de son caractère manifestement insuffisant (0), insuffisant (1/4 de la note maximale du sous-élément évalué), satisfaisant (1/2 de la note maximale du sous-élément évalué), très satisfaisant (note maximale du sous-élément évalué).

## 5.2 Obligations de l'attributaire

Dès qu'il aura fait son choix, le pouvoir adjudicateur en avisera tous les candidats par écrit. Conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché public qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents suivants :

- Une attestation sur l'honneur relative aux obligations prévues par les articles D 8222-7, D8222-8 et D 8254-2 du Code du travail (ce document sera joint à la décision d'attribution) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la consultation ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales **datant de moins de six mois**.

**A défaut de production des documents demandés dans les délais impartis, l'offre du candidat initialement retenu sera rejetée. Conformément à l'article 46-III du code des marchés publics, l'accord-cadre sera attribué au candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne.**

## Article 6 – Conditions d’envoi ou de remise des offres

Les candidats doivent choisir entre la transmission électronique de leurs candidatures et de leurs offres et leur envoi sur un support papier selon les modalités décrites ci-dessous. Les soumissionnaires peuvent retirer le dossier de consultation par voie électronique ou par voie papier sans contrainte sur leur choix de réponse.

Les candidatures et les offres seront transmises par voie dématérialisée dans les conditions suivantes :

### ***Avertissement préalable:***

Il est rappelé aux candidats que le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable :

- En cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur du service ou en cas d'indisponibilité temporaire du service en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure.
- Des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de ce site web (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications en téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

### ***Mode de réponse :***

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées à l'article 3 du présent règlement de consultation.

Chaque pièce dont la signature individuelle est requise doit être **signée de façon individuelle**.

**La signature du fichier zip n'est pas suffisante** si les documents relatifs au marché public dématérialisé qu'il contient ne sont pas, eux aussi, signés électroniquement.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

### ***Constitution du dossier de marché :***

En application de l'article 56 du code des marchés publics et de l'arrêté du 14 décembre 2009, pris en application du I de l'article 48 et l'article 56 du Code des marchés publics, et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, les candidats peuvent remettre leur offre par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

[www.mpe27.fr](http://www.mpe27.fr) (ou [www.mpe276.com](http://www.mpe276.com))

Le dossier à remettre par le candidat doit être constitué de documents réalisés avec des outils bureautiques :

- ".pdf " (Adobe Acrobat) ;
- ".doc " (version Word 2000) ;
- ".xls " (Microsoft Excel 2000) ;
- ".zip " (fichier de compression des 3 formats précédents).

Le soumissionnaire est invité à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

Ce dossier dématérialisé doit contenir un fichier unique (compressé au format zip.) contenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre du candidat conformément à l'article 3 du présent document.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole " https ".

Signature des documents :

Les documents à remettre par le soumissionnaire tels que listés ci-dessus, doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur à partir du 1er octobre 2012, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires.

Ces conditions sont décrites ci-après. Il est impératif que le soumissionnaire en prenne connaissance avec attention.

En effet, selon les choix du soumissionnaire concernant le certificat utilisé (Cas C1 ou C2) d'une part et l'outil de signature utilisé (Cas OS1 ou OS2) d'autre part, il lui faut produire différents types de justificatifs, tels que précisés dans les articles qui suivent.

	<b>Certificat reconnu (cas C1)</b>	<b>Certificat non référencé (cas C2)</b>
<b>Outil de signature de la plateforme (Cas OS1)</b>	Aucun justificatif à fournir	Justificatif « Autorité de certification » à fournir
<b>Outil de signature de soumissionnaire (Cas OS2)</b>	Justificatif « Outil de signature à fournir »	Justificatif « Autorité de certification » à fournir Justificatif « Outil de signature » à fournir

Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (Référentiel général de sécurité) ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé.

**Cas C1 : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

<b>Liste de confiance</b>	<b>Adresse internet</b>
RGS (France)	<a href="http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-referencées">http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-referencées</a>
EU Trusted List of Certification Service Providers (Commission européenne)	<a href="http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm">http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm</a>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **Cas C2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance – Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS), et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

1) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :

- a - preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
- b - politique de certification,
- c - adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
- d - etc.

2) les outils techniques de vérification du certificat :

- a - chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,
- b - adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL)

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

#### Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

#### **Cas OS1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

#### **Cas OS2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.

2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

1) indication du format de signature utilisé :

- a - format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
- b - mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée", cf. Définition en Annexe),
- c - extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "\*.xml")

2) indication de l'outil de signature utilisé :

- a - nom de l'outil,
- b - éditeur,
- c - description succincte (ex : site Internet de présentation)

3) indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public

- a - Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
- b - Notice d'utilisation en langue française
- c - Présentation des d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
- d - Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

***Copie de sauvegarde :***

Le dossier électronique remis par le candidat peut être accompagné d'une copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde est une copie du dossier destinée à se substituer au dossier d'offres transmis par voie électronique dans les cas suivants :

- en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui supporte la dématérialisation ou lorsqu'un programme informatique malveillant - virus - est détecté dans le document électronique transmis par l'opérateur économique) ;
- ou lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des offres sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue au Département dans les délais de dépôt des offres.

***Avertissement :***

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

*Programme informatique malveillant ou virus détecté dans un des documents électroniques transmis par le candidat :*

- lorsque les offres transmises par voie électronique sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.
- lorsque les offres transmises par voie électronique ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique peuvent faire l'objet d'une tentative de réparation par les services compétents du pouvoir adjudicateur.

**Avertissement :**

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article 80 du Code des marchés publics.

Pour toute information complémentaire s'agissant de l'usage de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, un guide d'utilisation à l'attention des candidats est disponible à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.cg27.fr/cg27/download/Guide%20Entreprise.pdf>

Les offres devront être déposées sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document.

<b>Article 7 – Renseignements administratifs et techniques</b>
--

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite en temps utile, au plus tard **quinze jours** avant la date limite de réception des offres, à l'adresse suivante :

**SMO Eure Numérique**

Service de la commande publique

Bd Georges Chauvin

27 000 Evreux Cedex

E-Mail : [elodie.boinet@eurenumerique.fr](mailto:elodie.boinet@eurenumerique.fr)

## ANNEXE : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Cf. article 4.1.1, point 1

Je soussigné(e) .....

représentant légal de : .....

domicilié(e).....

.....

**Déclare sur l'honneur** ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

**DATE, SIGNATURE ET CACHET DU CANDIDAT :**